

« C'EST DANS L'AIR »

Les migrants pourront-ils financer le développement de l'emploi dans leurs pays d'origine ?

Genève, Juillet 08

Les transferts de fonds des migrants cachent en arrière plan le rôle, la signification et la valeur même de l'argent d'hier à aujourd'hui. Le paradoxe d'Easterlin révélait il y a plus de trente ans que l'augmentation du revenu ainsi que, la croissance économique n'étaient pas un gage à l'augmentation du niveau de satisfaction et de bien-être chez l'individu. Pour d'autres, l'accroissement de revenu ainsi que la croissance économique constituent à l'heure actuelle des moyens sûrs pour augmenter le niveau de satisfaction et de bien-être. Par ailleurs, il a été noté que le bien-être aussi bien que le niveau de satisfaction ne sont pas toujours assurés au regard de l'évolution rapide des technologies de l'information et de la communication mais aussi de la mondialisation. Devons nous continuer à croire que l'argent ne fait pas le bonheur ? Même si celui-ci demeure une porte ouverte vers l'acquisition d'un bonheur quelquefois volatile. Aujourd'hui, il vaudrait mieux ne pas être privé de sou pour réaliser un projet ou se procurer des victuailles. Dans les endroits les plus reculés de nos campagnes il n'est presque plus possible de faire une transaction sans avoir recours à la monnaie.



Comment faire pour que l'argent envoyé par les migrants soit mieux géré afin qu'il contribue au développement local des pays destinataires ? Y aurait-il une nécessité de faire un état des lieux sur la capacité entrepreneuriale des bénéficiaires ? Comment évaluer la motivation ainsi que l'ingéniosité des uns et des autres, lorsqu'il est question de lancer et/ ou développer une affaire ? L'épargne du migrant doit permettre la création et le renforcement d'entreprises durables et bénéfiques à la collectivité. Parallèlement, des actions doivent être menées dans la mise en œuvre de réelles politiques d'intégration socioprofessionnelle des migrants dans les pays d'accueil afin qu'ils puissent stabiliser leurs revenus et par conséquent continuer à jouer un rôle de premier plan dans le développement global et local ; voire sa communauté d'origine. Pour accompagner et aider les pays pauvres, il sera toujours utile de renforcer le partenariat nord et sud par le biais de projets d'emplois décents et durables visant d'abord une transition douce vers le retour au bercail, subséquemment à une politique appropriée de transfert de connaissances et de compétences accumulées lors des séjours à l'étranger.

Pourquoi tant de solidarité avec le pays d'origine ? Pourquoi certains migrants n'exercent pas de contrôle sur les fonds transférés ? Savent-ils déjà à quoi serviront ces fonds ? Certainement, une portion congrue servira de dépenses de consommation et d'entretiens domestiques.

Mais selon l'avis d'autres migrants, une infime partie de cette épargne transférée servirait à la création de très petites, petites et moyennes entreprises. Ainsi le migrant se trouverait dans un dilemme : Superviser la traçabilité de son argent d'une part, et participer activement au développement local de son terroir tout en étant absent d'autre part.

Les institutions intermédiaires ainsi que les pouvoirs publics gagneraient à réadapter les services qu'ils offrent en fonction des besoins du migrant. Il peut s'agir de réduire les lourdeurs administratives et les goulots d'étranglements mais aussi faciliter l'octroi de crédit aux entrepreneurs. Ce qui se dessine autour de ces transferts de fonds est identique à un réseau de solidarité entre le nord et le sud, donc les signes avant-coureurs d'une intégration plus accrue et réussie d'acteurs socioéconomiques pauvres dans le sillage de la mondialisation. Au demeurant, les dispositions de micro financement et d'élaboration de stratégies adaptées consisteront à la consolidation et à la transformation de liens sociaux et solidaires en activités économiques rentables : les micros, petites et moyennes entreprises et les emplois qu'elles génèrent.

